

En outre — et je crains que ce ne soit là qu'un fait que les citoyens des États-Unis et du Canada tiennent trop pour acquis — nous partageons effectivement des valeurs essentielles avec les États-Unis. Nous pouvons être fiers de nos traditions communes en tant que pays du nouveau monde aux sociétés à la fois ouvertes et polyvalentes. Voilà des fondements solides et inébranlables propices à l'innovation, à la réalisation et à une coopération que d'autres voisins envieraient.

Fait tout aussi important pour le Canada, une approche coopérative qui s'appuie sur une communauté de valeurs peut fournir à notre pays des occasions exceptionnelles de faire connaître ses vues aux niveaux les plus élevés de l'Administration américaine sur les questions qui prêtent à divergences entre nous. Nous devons évidemment continuer de promouvoir énergiquement notre position au sein des diverses instances internationales; le gouvernement a d'ailleurs indiqué clairement ses intentions à ce sujet. Mais nous estimons de notre devoir de faire connaître tout aussi énergiquement ces mêmes positions à notre plus proche ami et allié.

Nous voulons aborder nos relations avec les États-Unis dans une nouvelle perspective, et non dans le cadre rigide et préétabli d'un ensemble de politiques spécifiques. Notre idée est simple et directe : en nous penchant sur nos problèmes économiques et en réalisant nos ambitions, cherchons à tirer le maximum de notre contexte nord-américain.

Le premier ministre a pris l'initiative en montrant aux Américains que le Canada voulait avoir avec les États-Unis des relations marquées au coin de la collaboration constructive plutôt que de l'affrontement. Le président s'est engagé, pour sa part, à rencontrer le premier ministre tous les ans.

Lors de ma réunion avec le secrétaire d'État Shultz, j'ai cherché à maintenir cet élan. Et je compte faire fond sur ces rencontres et d'autres qui les ont précédées pour créer un dialogue bilatéral pluridimensionnel caractérisé par la confiance.

Évidemment, si nous tenons à tirer le maximum des perspectives que nous voyons se dégager de rapports plus étroits, il nous faut avoir une idée claire de nos exigences et de ce que nous comptons retirer de ces rapports. Nous devons avoir, à la fois, une approche et un ensemble de politiques cohérents.

Voilà pourquoi je m'attache à ma responsabilité, en tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de rendre cohérentes les nombreuses facettes des relations dont s'occupent mes collègues du Cabinet. J'ai discuté de cette nécessité de coordonner nos approches avec le secrétaire Shultz. Il faut d'abord et avant tout considérer les questions dans une certaine perspective, leur assignant la place qui convient, et veiller à ce que, dans chaque pays, les dirigeants connaissent clairement la position de l'autre pays. Si nous y parvenons, nous aurons alors grandement réduit les risques de mésentente et de dissipation de nos énergies. Il faut des fondations sûres afin de construire.

Je vous ai donné les raisons pour lesquelles le gouvernement s'attache activement à repenser nos relations avec les États-Unis. En dernière analyse, toutefois, son succès dépendra non pas de ses initiatives mais de la mesure dans laquelle les Canadiens de toutes conditions seront prêts à collaborer et à s'associer à ses efforts.